

## INUIT NUNANGAT (LES INUIT DU CANADA)

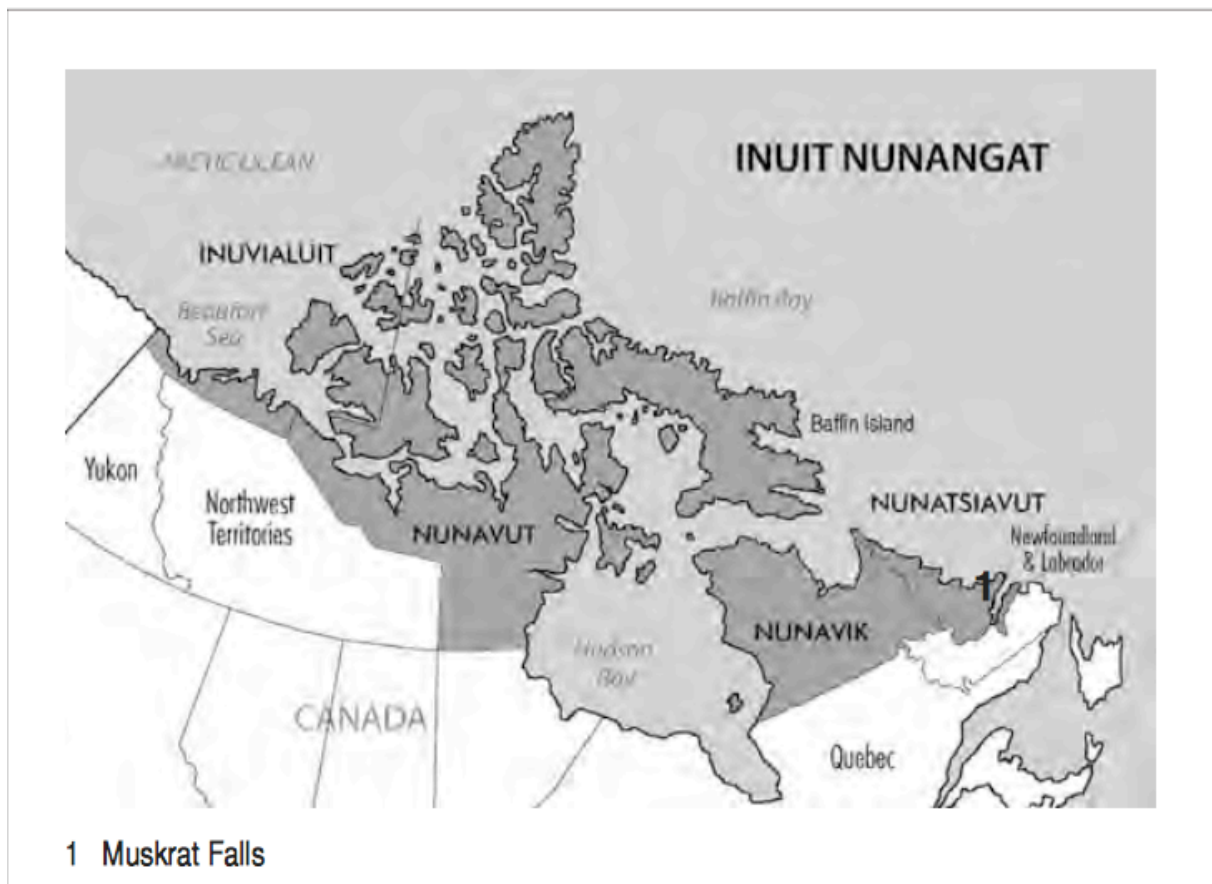
La majorité des 60 000 Inuit du Canada vivent dans 53 villages du Inuit Nunangat, la terre des Inuit qui comprend la région désignée des Inuvialuit dans les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Nunavik au Nord du Québec et le Nunatsiavut dans le nord du Labrador. Les revendications territoriales inuit dessinent les contours politiques de chaque région inuit et constituent la base de la relation entre les Inuit et l'État. Grâce aux accords protégés par la constitution, les Inuit et le gouvernement fédéral cogèrent près de 35% du territoire canadien, et 50% de ses côtes. Au niveau national, les Inuit sont représentés par le Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) et au niveau international par le Conseil circumpolaire inuit du Canada. La direction de l'ITK est composée des représentants des 4 organismes régionaux détenteurs des droits inuit: La Société régionale Inuvialuit, Nunavut Tunngavik Inc., la société Makivik et le gouvernement du Nunatsiavut.

### **Les élections ouvrent une fenêtre politique pour les Inuit**

Les Inuit font face à de graves injustices sociales au Canada : un accès limité aux services de santé, un taux élevé de suicides, des logements surpeuplés, une insécurité alimentaire et un bas niveau de scolarisation. Les Inuit sont politiquement unifiés au niveau national et entreprennent des actions prioritaires comme la prévention des suicides, l'amélioration de l'accès à des logements appropriés et disponibles, le soutien à l'autodétermination sur les questions de scolarité, l'amélioration de la santé et du bien-être des familles et des communautés inuit.<sup>1</sup>

L'élection en octobre 2015 d'un nouveau gouvernement et d'un premier ministre a des significations et des implications politiques pour les Inuit et l'Inuit Nunangat en 2016. Le premier ministre Justin Trudeau a présenté une plateforme qui promet une nouvelle relation avec les peuples autochtones, basée sur la reconnaissance, les droits, le respect, la coopération et le partenariat.<sup>2</sup> Dans chacune des lettres de mandats qu'il a adressées aux ministres de son cabinet il déclare qu'aucune relation n'était plus importante pour lui et pour le Canada que celle avec les peuples autochtones et a chargé chaque ministre de contribuer à sa rénovation.

En décembre 2015, Trudeau a annoncé que son gouvernement instituerait un partenariat avec les communautés, provinces et territoires autochtones pour mettre en œuvre l'appel de 1994 de la Commission Vérité et Réconciliation qui est un pas essentiel vers la réconciliation.<sup>3</sup> En mai, le gouvernement fédéral a annoncé qu'en vertu de cet engagement il soutenait désormais totalement la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones « sans restriction » et qu'il avait l'intention d'adopter et de mettre en œuvre cette Déclaration en accord avec la constitution du Canada.<sup>4</sup> ITK a appelé le gouvernement fédéral à inclure cette Déclaration dans la législation nationale.<sup>5</sup>



Le gouvernement libéral s'est rapidement distingué de son prédécesseur conservateur par un engagement du « gouvernement dans sa totalité » en faveur des peuples autochtones. Ceci s'est traduit par un plus grand accès des Inuit à l'élaboration de la politique les concernant et un partenariat de haut niveau sur la constitution des dossiers les affectant. Le premier ministre Trudeau et la ministre des affaires autochtones et du Grand nord, Carolyn Bennett, ont rencontré les directeurs du Inuit Tapiriit Kanatami (ITK). Les dirigeants inuit ont profité de cette occasion pour faire connaître leurs attentes au nouveau gouvernement.

### **Progrès pour le Nunangat Inuit**

Le Canada a réalisé un progrès, en 2016, en intégrant les Inuit dans des discussions de haut niveau politique. L'ITK a participé à la révision des dénominations concernant la santé mentale, l'éducation et les langues autochtones dans la déclaration commune des Etats-Unis et du Canada sur le climat, l'énergie et la gouvernance de l'Arctique, prononcée en mars et où s'esquissaient des priorités politiques communes pour les deux pays. L'ITK a participé aux premières rencontres ministérielles en mars et en novembre pour s'assurer que la politique du Canada sur le climat reflète les priorités des Inuit. Cependant les autochtones ont été exclus de la participation aux groupes de travail fédéraux qui établissait, en décembre 2016, un cadre pan canadien pour une croissance propre et sur le changement climatique.

Le cadre pan-canadien est un plan pour se conformer aux réductions des émissions selon l'accord de Paris.<sup>6</sup> Le point central de ce cadre est l'introduction d'une évaluation

du prix du carbone dans chaque province et chaque territoire. Les dirigeants Inuit sont concernés parce que la fixation du prix du carbone augmentera le coût de la vie au Nunangat ce qui risquera d'empirer les conditions sociales et économiques.

### **Défis persistants**

Transformer en action politique les engagements pris avec les Inuit est un défi permanent pour le gouvernement fédéral. Par exemple, le Premier Ministre a annoncé à l'assemblée des Premières Nations, réunie en décembre, que son gouvernement préparerait des lois pour protéger et revitaliser les langues autochtones. Les Inuit ont été pris de court par cette annonce, n'ayant été informés de ce projet législatif que par les médias.

La lutte des Inuit a conduit progressivement, en 2016, à des actions politiques importantes en faveur de leurs priorités. Le budget 2016 a prévu 156,7 millions de \$ canadiens sur 2 ans pour l'habitat dans les régions de Inuvialuit, du Nunavut, de Nunavik et de Nunatsiavut donnant aux Inuit une occasion sans précédent de déterminer eux-mêmes comment seront dépensés les fonds fédéraux destinés à l'habitat dans ces trois régions.

### **Une politique de prévention du suicide chez les Inuit**

Le taux élevé des suicides chez les Inuit du Canada est le problème le plus urgent auquel ils font face et qui demande une réponse nationale. Les quatre régions inuit du Canada ont des taux de suicide de 5 à 25 fois plus élevés que le taux dans l'ensemble du Canada. En juillet, l'ITK a annoncé la mise en place d'une politique nationale de prévention du suicide pour coordonner les efforts aux niveaux communautaire, régional et national.<sup>7</sup> La politique, fondée sur la réalité des faits de suicide, prévoit des actions dans six domaines prioritaires : la création de l'équité sociale et de la continuité culturelle, l'assurance de l'accès permanent des Inuit aux services de santé mentale, le traitement des traumatismes et des douleurs, la mobilisation des connaissances inuit pour permettre la résilience et la prévention. La ministre de la santé, Jane Philpott, a annoncé que Health Canada (*les services de santé*) soutiendraient ces actions avec une dotation de 9 millions de \$ canadiens sur 4 ans. Pour les Inuit, l'année s'est terminée sur une note optimiste. En décembre, le gouvernement fédéral s'est engagé à créer un comité bilatéral comprenant huit dirigeants inuit et des ministres clés du cabinet, qui se réunira au moins trois fois par an pour établir une politique sur les priorités communes et veiller à ce que les progrès avancent.

### **Le Nunavik**

39% des Inuit de l'Inuit Nunangat habitent des logements surpeuplés.<sup>8</sup> Le budget fédéral de 2016 a alloué 50 millions de CA\$ pour le logement social au Nunavik, somme qui a été versée directement à la région du Nunavik. La division de la construction de la société Makivik a utilisé ces fonds pour construire 144 logements d'ici la fin de l'année. La société Makivik, l'Administration régionale du Kativik et l'Office municipal d'habitation Kativik ont continué à faire du lobbying au gouvernement québécois toute l'année dans le but d'obtenir un partenariat avec la région pour trouver des solutions durables qui aideront à remédier à la crise aggravante du logement au Nunavik.

En mars, la maison Qarmaapik a ouvert ses portes dans le village de Kangigsualujjuaq, et propose des repas et le couchage pour les enfants et les parents en situation d'urgence. La mission principale de la maison Qarmaapik est d'améliorer les habiletés parentales et de réduire le nombre d'enfants placés en familles d'accueil loin du village. Le personnel propose un service de conseil et des activités culturelles et sociales variées destinées aux parents, aux familles et à la communauté. Cette initiative est le fruit d'un partenariat entre la Régie régionale des services de santé et des services sociaux du Nunavik, l'Administration régionale Kativik et l'Office municipal d'habitation Kativik. En décembre, la maison Qarmaapik a reçu le prix *Inspiration Arctique* et 700 000 CAD\$ pour continuer son programme.

En novembre a été publié le *rapport de recherche sur les coûts de la vie au Nunavik*. Il analyse les impacts du coût de la vie sur différents groupes de revenu. La société Makivik, l'administration régionale Kativik et le gouvernement québécois en partenariat avec l'université Laval sont à l'origine de cette étude. Ce sondage informe sur la charge économique disproportionnée dont souffrent les ménages à faibles revenus, eux qui dépensent plus de 70% de leurs revenus pour l'alimentation et le logement, en comparaison avec celle des ménages aux revenus élevés, qui est de l'ordre de 50%. Les résultats de cette étude complèteront les efforts de résolutions au problème du coût élevé de la vie au Nunavik.

## **La région désignée des Inuvialuit**

En novembre, Michael McLeod, parlementaire des territoires du Nord-Ouest et Dominic Leblanc, ministre des Pêches, des Océans et de la Garde-côtière canadienne, ont annoncé la création de la zone maritime protégée Anguniaqvia Niqiyuam dans la mer de Beaufort, à proximité du village de Paulatuk, dans les territoires du Nord-Ouest. La zone maritime de 2 361 km<sup>2</sup> assurera la sauvegarde de l'habitat estival principal des bélugas et fait partie de l'objectif de conservation, qui est de protéger 10% des zones maritimes et côtières du Canada d'ici 2020.

## **Le Nunavut**

En 2016, le combat de la cour suprême du hameau de Clyde River contre la décision de l'Office national de l'énergie de permettre à un groupe d'entreprises d'entreprendre des tests sismiques dans la baie de Baffin et le détroit de Davis a été le développement politique le plus important pour le Nunavut. Ce procès place le hameau de Clyde River comme plaignant contestant la revendication de l'Office national de l'énergie, disant qu'elle correspondait au devoir constitutionnel de consultation avec les Inuit avant d'accorder les permis.

En 2016, le gouvernement du Nunavut a tenu des auditions publiques afin de récolter des avis sur la loi territoriale sur l'éducation. Nunavut Tunngavik Inc. (NTI), l'organisme détenteur des droits inuit au Nunavut, a émis de virulentes critiques sur les amendements proposés de la législation de 2008 qui consistent à limiter le contrôle local, et qui n'honorent pas leur engagement de promouvoir l'inuktitut comme langue d'usage dans l'enseignement primaire et secondaire.

De nouvelles négociations tripartites sur la dévolution ont débuté en juillet entre le NTI, le gouvernement du Nunavut et le gouvernement fédéral, qui sont censés entraîner le transfert du gouvernement fédéral des terres de l'État et de ses ressources au Nunavut. En 2014 et 2015 des négociations formelles sur la dévolution ont eu lieu mais la position stricte d'Ottawa au sujet de zones maritimes et du partage des recettes a coupé court à la discussion.<sup>9</sup>

## Le Nunatsiavut

Le projet hydroélectrique controversé des Muskrat Falls a fait de l'ombre aux développements politiques du Nunatsiavut tout au long de l'année. Ce projet comprend la construction d'un barrage hydroélectrique de 824 mégawatt par la société Nalcor Energy, l'entreprise d'énergie régionale de l'État, en aval du fleuve Churchill au Labrador et plus de 1600 km de lignes de transmission connexes qui fourniront de l'électricité aux foyers et entreprises de Terre-Neuve et du Labrador. Cependant le gouvernement du Nunatsiavut émet de sérieuses inquiétudes sur le barrage qui provoquera une contamination au méthylmercure du Lake Melville, une voie navigable et site de récolte écologiquement important pour les Inuit. Le gouvernement du Nunatsiavut a insisté sur le fait que déblayer le réservoir des arbres et des sols avant le processus d'inondation est nécessaire pour réduire la contamination au méthylmercure en aval.

En octobre les membres inquiets des villages alentours ont bloqué l'accès au site, ce qui a conduit à un accord négocié entre le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador et les organismes autochtones, y compris le gouvernement du Nunatsiavut. Conformément aux termes de l'accord, il a été ordonné que Nalcor déverse de l'eau du réservoir au printemps 2017, après la première inondation, afin de faciliter d'autres limitations, dont le gouvernement provincial dit qu'il pourrait inclure le déblaiement des arbres, de la végétation et/ou des sols du réservoir. Les quatre parties signataires de l'accord se sont entendues sur la création d'un comité de conseil d'experts indépendant, qui recommandera des options pour réduire les risques sanitaires potentiels de la contamination au méthylmercure.<sup>10</sup> Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador Dwight Ball a déclaré que son gouvernement se réserverait le droit de décision finale sur toute recommandation que le comité proposera. Il est prévu que le barrage de Muskrat Falls commence à produire de l'électricité en 2019, et l'alimentation totale est prévue au deuxième trimestre de 2020.

## Notes and references

1. 1 Inuit Tapiriit Kanatami, *2016-2019 Strategy and Action Plan*, [http://www.itk.ca/wp-content/uploads/2016/04/ITK\\_2016-2019-Strategy-Plan\\_E.pdf](http://www.itk.ca/wp-content/uploads/2016/04/ITK_2016-2019-Strategy-Plan_E.pdf)
2. 2 Liberal Party of Canada, "A New Nation-to-Nation Process," <https://www.liberal.ca/realchange/a-new-nation-to-nation-process/>
3. 3 Canada, "Statement by Prime Minister on release of the Final Report of the Truth and Reconciliation Commission," 15 December 2016, <http://www.pm.gc.ca/eng/news/2015/12/15/statement-prime-minister-release-final-report-truth-and-reconciliation-commission>
4. 4 "Fully adopting UNDRIP: Minister Bennett's speech at the United Nations," *Northern Public Affairs*, 11 May 2016, <http://www.northernpublicaffairs.ca/index/fully-adopting-undrip-minister-bennetts-speech/>
5. 5 Inuit Tapiriit Kanatami, *Inuit Tapiriit Kanatami Position Paper: Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples in Canada* (Ottawa, ON: 2017), <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2017/01/ITK-Position-Paper-Implementing-the-UN-Declaration-on-the-Rights-of-Indigenous-Peoples-English.pdf>
6. 6 Government of Canada, *The Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change*, <https://www.canada.ca/content/dam/themes/environment/documents/weather1/20170106-1-en.pdf>

7. 7 Inuit Tapiriit Kanatami, *National Inuit Suicide Prevention Strategy* (Ottawa, ON: 2016), <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2016/07/ITK-National-Inuit-Suicide-Prevention-Strategy-2016.pdf>
8. 8 Shirley Li and Kristina Smith, *Inuit: Fact Sheet for Inuit Nunangat* (Statistics Canada, 29 March 2016), <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-656-x/89-656-x2016014-eng.pdf>
9. 9 Nunavut Tunngavik Inc., "NTI: Hiring of Inuktitut-speaking teachers key to education," 20 October 2016, <http://www.tunngavik.com/blog/news/nti-hiring-of-inuktitut-speaking-teachers-key-to-education/>
10. 10 Garrett Barry, "N.L. government, Labrador leaders make 'significant' Muskrat Falls progress," *CBC News*, 25 October 2016, <http://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/dwight-ball-comments-meeting-1.3821277>

**Tim Aqukkasuk Argetsinger** is Executive Political Advisor to Inuit Tapiriit Kanatami, the national representational organization for Inuit in Canada.

Source : IWGIA *The Indigenous World 2017*  
 Traduction pour le GITPA par  
**Simone Dreyfus-Gamelon**  
**Constance Vaganay**